

Le Rôle du langage pendant la règne de Mobutu Sese Seko

Kacie Perkins
Spring 2011

Advisors:
Profs. Olga Rojer and Yvonne-Marie Mokam

General University Honors
SIS, Language and Area Studies: French/Europe
CAS, Philosophy

Le Rôle du langage pendant la règne de Mobutu Sese Seko

Pour retenir le pouvoir politique, n'importe quelle dictature est forcée de se servir de tous les moyens dont elle dispose. Bien sûr, la violence physique et la force militaire se présentent comme des outils importants à cet égard, mais elles ne sont pas les seuls moyens pour un dictateur d'exercer son pouvoir – ou même forcément les plus importants. Le discours politique et social est aussi une arme clé dans l'arsenal du dictateur. Les théories de Achille Mbembe sur la postcolonie et celles de Jacques Derrida sur l'influence – et bien la violence – du langage ont beaucoup à contribuer à ce sujet, démontrant l'importance de l'histoire coloniale sur la démarche des gouvernements postcoloniaux aussi que le rôle du langage dans la vie sociale et politique. Prenant les idées de ces deux spécialistes comme fondation théorétique, cette dissertation va aborder la dictature de Mobutu Sese Seko en ce qui est aujourd'hui la République démocratique du Congo, en explorant son usage du langage pendant son règne de plus de trente ans. Avec des exemples spécifiques de son emploi de certains thèmes linguistiques, j'ai l'intention de démontrer comment Mobutu affirme et ajoute aux idées de Mbembe et Derrida.

Pour bien comprendre le contexte du règne de Mobutu, il faut connaître un peu de l'histoire de son pays et de son accession au pouvoir. Dès la fin du 19^e siècle, la République démocratique du Congo, ou Zaïre, a été colonisée par les Belges sous le roi Léopold II. Les Belges ont beaucoup exploité les ressources naturelles abondantes du pays, qui inclure le cuivre et les diamants – surtout pendant et après la Deuxième Guerre Mondiale, une période où ces matières était très demandées. Grâce aux prix hauts de ces ressources, les Belges ont développé les secteurs éducationnels et médicaux au Congo beaucoup plus que les autres colonisateurs européens ont fait d'ailleurs en Afrique : au moment de leur indépendance, par exemple, Congo

avait plus de lits d'hôpital que l'ensemble de tous les autres pays noirs africains avaient.¹ Mais malgré le niveau de développement au pays, les Congolais manquaient toujours de voix politique, même à la fin du colonialisme ; les Belges insistaient sur leur subordination. En fait, l'accès aux moyens sociaux au Congo était tellement limité que seulement dix-sept jeunes congolais possédaient un diplôme universitaire quand le Congo a gagné son indépendance en 1960.²

C'était en ce contexte d'inégalité, ce manque d'expérience et de qualification politique, que les Congolais avaient dû organiser leur gouvernement postcolonial, que personne n'a attendu avant la décennie à venir. En conséquence, il n'est pas étonnant que la transition fût pleine de complications. La paix n'a même pas duré une semaine avant que l'armée a mutiné contre les nouveaux chefs d'Etat, Président Joseph Kasavubu et Premier Patrice Lumumba.³ Quelques jours après, une des provinces – Katanga – a déclaré son indépendance du Congo, avec le support des pouvoirs européens. Grâce à l'aide de l'ONU, Kasavubu et Lumumba pouvaient rétablir l'ordre, mais ce n'était pas longtemps avant que les relations entre le Congo et l'ONU, aussi que celles entre Lumumba et Kasavubu, ont commencé de s'effondrer encore. Dans cette période d'instabilité politique, Mobutu a saisi l'occasion et a orchestré une deuxième mutinerie, sous le prétexte de l'anticommunisme (en opposition aux liens politiques entre Lumumba et l'Union soviétique) ; il a arrêté Lumumba et a expulsé les agents de l'Union soviétique et du bloc communiste. Lumumba mourrait sous des circonstances suspectes quelques mois plus tard, un événement dont Mobutu n'a jamais affirmé être responsable, mais que beaucoup pensent d'avoir

¹ Wrong, Michela. *In the Footsteps of Mr. Kurtz: Living on the Brink of Disaster in Mobutu's Congo*. New York: HarperCollins Publishers, 2001, p. 52. Sauf quand autrement dit, traductions (de toutes les sources) de l'anglais au français sont à moi.

² *Ibid.*, p. 53.

³ Elliot, Jeffrey M., and Mervyn M. Dymally. *Voices of Zaire: Rhetoric or Reality*. Washington, DC: The Washington Institute Press, 1990, p. 4.

été arrangé par lui. Peu après sa prise de pouvoir, Mobutu a retourné les rênes du gouvernement à Kasavubu, qui était forcé de se défendre contre trois autres groupes cherchant le pouvoir.⁴ Les tensions ont continué jusqu'à 1965, quand Mobutu a finalement et définitivement pris le pouvoir pour soi-même. En réponse au désarroi politique qui a harcelé le Congo depuis son indépendance, Mobutu s'est déclaré président et a interdit tout parti politique (sauf pour le sien, le Mouvement populaire de la révolution, ou MPR). En cimentant de plus son pouvoir, il a convaincu le parlement de lui accorder la plupart de l'influence politique au pays, et puis il a éliminé le poste de premier.⁵ Ce qui suivait pendant son règne chercherait toujours à renforcer son pouvoir en lui donnant la position la plus convenable politiquement, soit dans le Congo, soit dans le monde entier. Ni la vérité ni les besoins du pays ont forcément influencé Mobutu, qui a toujours fait ce qu'il pensait était mieux pour lui, sans même une compréhension complète des besoins du Congo. Michela Wrong souligne ce grand défaut de Mobutu :

« Il n'avait absolument aucun intérêt à l'économie, a admis Jose Endundu, qui était parmi les hommes d'affaires éminents pendant les années de Mobutu. Il n'a pas compris que sans économie solide il n'y a pas de politique. » ... Mobutu n'avait plus pied, mais il n'était pas préparé de l'admettre. [Un ancien premier ministre a dit,] « Si vous ne connaissez rien, vous laissez des autres diriger. ... Mais Mobutu ne ferait pas ça. » ... [Donc,] les conséquences à long-terme sont passées non-examinées, les répercussions ignorées dans la hâte de régler les derniers détails.⁶

Mobutu a voulu gouverner tout seul, mais il n'a pas reconnu l'importance de l'économie dans la politique. Son insistance d'être correct en tout ce qu'il pensait, au lieu de chercher ce qui était vrai et former une politique convenable, a résulté avec son entourage des flagorneurs à la place des conseillers érudits. Selon Wrong, c'est cette incompréhension de l'économie, couplée avec son besoin d'avoir toujours la bonne réponse (contrairement aux faits s'il le faut) à enfin causé sa

⁴ *Ibid.*, pp. 4-5.

⁵ *Ibid.*, pp. 5-7.

⁶ Wrong, pp. 91-92.

chute, près de trente années après sa prise de pouvoir. Même si les autres aspects de sa politique avaient été totalement parfaits – qui n'était pas le cas, bien sûr – le peuple ne pouvait pas continuer à supporter le système politique une fois qu'ils ne pouvaient plus manger, et Mobutu lui-même ne pouvait pas continuer à supporter les dettes énormes dans lesquelles il se trouvait s'enliser.

Mais comment est-ce que ce gouvernement, qui était complètement indifférent au peuple, a été possible, compte tenu de la demande à la fin de la période coloniale pour un gouvernement qui respecterait les besoins du peuple ? Selon Achille Mbembe, l'ironie est que la porte aux gouvernements comme celui de Mobutu – des gouvernements illégitimes et pas toujours qualifiés – a été ouverte par les anciens colonisateurs européens. Mbembe explique que le colonialisme était basé sur trois types de violence : (1) la violence fondateur, dans laquelle les colonisateurs ont présumé leur droit de conquête et de gouverner, (2) la violence de légitimation, où les colonisateurs ont créé un système qui renforçait ces droits, et (3) la violence propre, avec laquelle les colonisateurs pouvait imposer ce système.⁷ Il dit que la résulte de cette violence était un système gouvernemental qui était simultanément l'autorité et la moralité, et qui « a éliminé toute distinction entre les moyens et les fins. »⁸ Ce double rôle du gouvernement a créé une société où la vie privée, lieu de la moralité, est devenue partie de la vie publique, lieu de l'autorité.⁹ De plus, il a effacé la frontière entre la règle, ou la gouvernance, et l'acte de civilisation des colonisés « sauvages ». ¹⁰ Ce système a aussi éliminé les distinctions entre citoyen, sujet, et objet. Le gouvernement n'était pas la résulte d'un contrat avec le peuple, mais une autorité qui leur a été donnée, pour leur propre « bien ». Donc, les « natives » n'avaient pas

⁷ Mbembe, Achille. "Of Commandement." Chap. 1 dans *On the Postcolony*, 24-65. Berkeley: University of California Press, 2001, p. 25.

⁸ *Ibid.*, p. 26.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*, p. 31.

de droits civils ou de voix politiques. En même temps, toute une classe des privilégiés du gouvernement était créée, pour laquelle les règles de société étaient complètement différentes – toujours à leur avantage. Finalement, ces gouvernements suivaient une logique circulaire : tout ce qu'ils ont fait était visé à renforcer leur autorité, afin qu'ils pourraient mieux gouverner. La justification de leur souveraineté était de faire subir et de civiliser les autochtones, et la justification pour leurs méthodes de faire ça était leur souveraineté.¹¹ Tous ces aspects du colonialisme étaient hérités par les gouvernements postcoloniaux : « Les formes d'état postcoloniaux ont hérité cet inconditionnalité et la régime d'impunité qui était son corollaire. »¹² Ou encore : « La pratique générale du pouvoir a directement suivi de la culture politique coloniale et a perpétué les aspects les plus despotiques des traditions ancestrales, qui était eux-mêmes réinventées pour l'occasion. »¹³ Ainsi, les gouvernements postcoloniaux sont marqués par leur emploi de la violence, des allocations (de l'argent et des privilèges aux gens selectes), et des transferts (des revenus et des obligations sociales entre les diverses couches sociales).¹⁴ Comme les autorités coloniales, la légitimité des gouvernements postcoloniaux est tautologique : les chefs d'état restent en pouvoir parce qu'ils ont déjà le pouvoir. Leur politique se base dans le même système d'inégalité institutionnalisée que les pouvoirs coloniaux ont introduit ; donc, cette politique sert à bénéficier les chefs eux-mêmes pendant que le peuple, qu'ils décrivent comme des enfants et donc leur responsabilité, est laissé à souffrir.

Les idées de Mbembe sur la politique coloniale et postcoloniale sont liées avec les idées du philosophe Jacques Derrida sur le langage comme système ; en fait, sa théorie des trois types

¹¹ *Ibid.*, p. 32.

¹² *Ibid.*, p. 26.

¹³ *Ibid.*, p. 42.

¹⁴ *Ibid.*, p. 48.

de violence est tirée directement du premier livre de Derrida, *De la grammatologie*. Dans ce texte, il explique comment l'acte de nommer est la première acte de violence :

Il y avait en effet une première violence à nommer. Nommer, donner les noms qu'il sera éventuellement interdit de prononcer, telle est la violence originaire du langage qui consiste à inscrire dans une différence, à classer, à suspendre le vocatif absolu. Penser l'unique *dans* le système, l'y inscrire, tel est le geste de l'archi-écriture : archi-violence, perte du propre, de la proximité absolue, de la présence à soi, perte en vérité de ce qui n'a jamais eu lieu, d'une présence à soi qui n'a jamais été donnée mais rêvée et toujours déjà dédoublée, répétée, incapable de s'apparaître autrement que dans sa propre disparition. A partir de cette archi-violence, interdite et donc confirmée par une deuxième violence réparatrice, protectrice, instituant la « morale », prescrivant de cacher l'écriture, d'effacer et d'oblitérer le soi-disant nom propre qui déjà divisait le propre, une troisième violence peut *éventuellement* surgir ou ne pas surgir (possibilité empirique) dans ce qu'on appelle couramment le mal, la guerre, l'indiscrétion, le viol : qui consistent à révéler par effraction le nom soi-disant propre, c'est-à-dire la violence originaire qui a sevré le propre de sa propriété et de sa propreté.¹⁵

Selon Derrida, nommer, c'est de créer des distinctions fausses, artificielles, qu'on va après institutionnaliser sans aucune autorité légitime à le faire. C'est à la formation de ces règles et ces distinctions que nous devons les problèmes de la violence physique : cette tentative de tout organiser, de tout classer, de dire qu'une chose est à celui-ci et une autre à celui-là. Il y a une manque de fondation de chaque système du langage qui s'assure des exceptions de chaque règle, des trous et des limites inhérents au système qui doivent enfin le rendre insupportable. Par exemple, chaque distinction n'est pas basée sur l'essentiel de la chose nommée elle-même, mais plutôt sur ses relations entre tout d'autre : « On voit que le nom, singulièrement le nom dit propre, est toujours pris dans une chaîne ou un système de différences. Il ne devient appellation que dans la mesure où il peut s'inscrire dans une figuration. ... La métaphore travaille le nom propre. Le sens propre n'existe pas, son « apparence » est une fonction nécessaire – et qu'il faut

¹⁵ Derrida, Jacques. *De la grammatologie*. Paris: Les Editions de Minuit, 1967, pp. 164-165. En français dans le texte original.

analyser comme telle – dans le système des différences et des métaphores. »¹⁶ Le sens d'un mot dépend, alors, sur son contexte, sur comment il diffère des autres choses. Une des manières dont Derrida décrit ce phénomène est la *trace* : la partie de tous les autres choses dans chaque mot. Il explique : « La trace, où se marque le rapport à l'autre, articule sa possibilité sur tout le champ de l'étant. ... Mais le mouvement de la trace est nécessairement occulte, il se produit comme occultation de soi. Quand l'autre s'annonce comme tel, il se présente dans la dissimulation de soi. »¹⁷ Parce que la trace, qui fait toujours partie de chaque mot, est liée avec toute autre chose, l'effet de la trace est de créer une rupture dans le mot lui-même. La trace démontre comment chaque concept doit être considéré parmi tous les concepts ; elle montre, par exemple, qu'un arbre est un arbre non seulement parce qu'il est un arbre, mais aussi parce qu'il *n'est pas* tout ce qu'il n'est pas un arbre. Dans la trace, il y a dans chaque chose tout ce que cette chose n'est pas.

Cette théorie du langage rend l'usage du langage très compliqué. Il n'y a aucun mot qu'on peut utiliser, selon Derrida, dont le sens est fixe et immuable dans chaque contexte et pour chaque personne. Plutôt, le langage est toujours dynamique, toujours en évolution. Cette fluidité des concepts et de leurs sens est la cause de beaucoup des conflits. Surtout, elle peut créer des conflits politiques et sociaux. Les structures politiques et sociaux ont au fond un système de distinctions – les partis politiques, les classes, les sexes, les nationalités, les identités ethniques – qui sont compris d'être solide et fixe. Il y a un sens de « ce qu'il veut dire d'être femme », ou homme, ou africain, ou de l'aristocratie, qui est conçu collectivement par une communauté ou une société. Les gens qui ne respectent pas ces sens reconnus ne peuvent pas être supportés par le système, dont les règles instituées par le deuxième acte de violence ne tolèrent pas aucune exception. Mais le projet de Derrida, ce qu'il veut nous faire comprendre, est qu'il est impossible

¹⁶ *Ibid.*, p. 136.

¹⁷ *Ibid.*, p. 69.

d'avoir une vraie distinction comme ça qui n'est pas une construction sociétale. Donc, l'insistance sur ces distinctions ne peut rien faire qu'échouer.

Gardant à l'esprit cette conception de la violence du langage et de la structure politique, aussi que l'impossibilité ultime de toute certitude, tournons aux exemples spécifiques du langage politique de Mobutu. Une idée essentielle à sa stratégie politique était l'image de l'état comme une famille, avec Mobutu comme le père. Ce thème en était un qui se présentait en chaque niveau du gouvernement, du clerc le plus bas à Mobutu soi-même. Par exemple, un clerc interviewé en 1975 a expliqué ainsi le rôle parental de Mobutu : « Un bon chef est le père d'une famille. Comme le père, il doit punir ses enfants, mais d'abord il donne des conseils et des directives. Mais si les enfants ne l'obéissent pas, ils seront punis, mais cela n'est pas sa faute, bien sûr. »¹⁸ La presse, aussi, a toujours regardé Mobutu comme une image du père, écrivant, par exemple : « En tout temps, le Président-Fondateur du l'MPR se préoccupait toujours du bien-être et de l'amélioration du peuple Zaïrois. Duquel il est, de plus, le père bien-aimé et généreux. »¹⁹ Même l'opposition du gouvernement a employé cette image ; des étudiants qui manifestaient en 1983 ont dit au commissaire territorial : « Vous êtes notre papa. Nous, vos enfants, avons un problème [et] nous voulons que vous nous donniez la solution. »²⁰ Dans ce dialogue « familial », la famille de Mobutu est ainsi devenue la famille du Congo entier. Avec Mobutu comme père, le pays avait pour mère en même temps sa femme et sa mère. Par exemple, à sa morte en 1977, on a décrit sa mère, Mama Yemo, ainsi : « pour chacun de nous » elle était « une mère tendre, attentive, attentionnée, irremplaçable. »²¹ Cette image du « père Mobutu » et d'une famille commune avait plusieurs implications politiques. Une chose qui est particulièrement importante

¹⁸ Schatzberg, Michael G. *The Dialectics of Oppression in Zaire*. Bloomington, IL: Indiana University Press, 1988, p. 71.

¹⁹ *Ibid.*, p. 77.

²⁰ *Ibid.*, p. 82.

²¹ *Ibid.*, p. 78.

pour son pouvoir, et aussi intéressante pour nous, est que l'autorité du père ne dépend sur aucun contrat, mandatée plutôt par la nature, ou on peut dire aussi, par Dieu. Cet aspect « naturel » de l'autorité du père renforce la poste de dictateur de Mobutu, qui ne fait non plus partie d'un contrat, mais qui est plus offensif à l'esprit.²² En remplaçant un rôle politique (celui du dictateur) avec un rôle domestique (celui du père), le pouvoir apparemment illimité de Mobutu peut devenir plus tolérable au publique, dans une sorte de jeu sémantique. De plus, Mobutu pouvait utiliser ses actions « parentales » et « généreuses » – qui était toujours la depiction de chaque tentative de progrès, de construction, et de développement économique au Congo – de créer à son tour un sens d'endettement parmi le peuple. Cet « endettement » pouvait alors devenir un outil politique puissant pour Mobutu : « Ces 'cadeaux' présidentiels créent des liens de dépendance entre chef et partisan et contribuent à la capacité du chef de maintenir son pouvoir et son contrôle. »²³ En utilisant son image de père pour encourager un sens de devoir, d'obligation, Mobutu pouvait affirmer sa poste. Cet exemple de ces choix linguistiques renvoie aux idées de Mbembe sur la violence et la nature arbitraire du pouvoir. Le besoin de Mobutu de justifier et de maintenir son pouvoir vient de l'illégitimité de son pouvoir et du gouvernement entier. C'est à cause de la violence de l'institution du gouvernement que Mobutu avait dû propager cette image du père.

Le mouvement linguistique qui est peut-être le plus évident du règne de Mobutu est celui de « l'authenticité ». L'authenticité était une transformation radicale du pays visée à faire disparaître toute trace de l'Europe et de la colonisation du pays. C'était comme partie de ce mouvement que Mobutu a changé le nom du pays de Congo à Zaïre, et aussi son propre nom de Joseph-Désiré Mobutu à Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu waza Banga, qui veut dire « le

²² *Ibid.*, p. 72.

²³ *Ibid.*, p. 79.

guerrier tout-puissant qui, à cause de son endurance et sa volonté inflexible de gagner, ira de conquête à conquête en laissant du feu dans son sillage ».²⁴ Chaque nom européen a été changé pour être plus « africain ». Les titres « Monsieur » et « Madame » ont été remplacés par « Citoyen » et « Citoyenne ». Même le style vestimentaire a changé : le costume, par exemple, était remplacé par une invention de Mobutu, l'abacost, dont le nom venait de la phrase « à bas le costume ».²⁵ En discutant le mouvement de l'authenticité, Mobutu a dit en 1988 :

Depuis que j'ai assumé mon poste, j'ai essayé de faire de 'l'authenticité' une réalité politique. Cette idéologie s'inspire de l'expérience africaine. Clairement, l'idéologie joue un rôle essentiel dans la survie et le progrès d'une nation ; sans elle, une société va certainement perdre le sens de l'orientation. L'Union soviétique, la Chine moderne, l'Allemagne de Hitler, et le monde Occidental ont été construits sur une idéologie, une idéologie sociale, qui concordait à leurs aspirations, vraies ou censées.²⁶

Il a continué : « Grace à l'authenticité, le peuple zaïrois a découvert son identité et son personnalité, en se retranchant dans son passé historique à la recherche de l'héritage riche que ses ancêtres leur ont transmis. ... L'authenticité a réussi à nouer ensemble les valeurs traditionnelles et modernes. »²⁷ D'ailleurs, il a dit : « C'est le refus d'adopter aveuglement des idéologies importées. Bref, c'est l'affirmation de l'humanité, dans sa place, telle qu'elle soit, avec ses structures intellectuelles et sociales. »²⁸ Et dans une certaine mesure, Mobutu avait raison. C'était sans doute important pour les Congolais (ou bien, les Zaïrois) de reconnaître leur héritage. En fait, Wrong explique : « Pour beaucoup de Congolais aujourd'hui, [l'authenticité] est le seul cadeau de Mobutu pour lequel ils sont reconnaissants, les laissant avec un sens de singularité, la conscience qu'ils n'étaient pas Kasaiens, Shabaïens, ou des autochtones du Bas-

²⁴ French, Howard W. "Mobutu Sese Seko, 66, Longtime Dictator of Zaire." *The New York Times*, September 8, 1997. The New York Times on the Web: <http://partners.nytimes.com/library/world/090897obit-mobutu.html>.

²⁵ Wrong, p. 95.

²⁶ Mobutu Sese Seko. "The Lion and the Fox." *Voices of Zaire: Rhetoric or Reality*, édité par Jeffrey M. Elliot et Mervyn M. Dymally. Washington, DC: The Washington Institute Press, 1990, p. 43.

²⁷ *Ibid.*, pp. 43-44.

²⁸ Wrong, p. 94.

Congo, mais des citoyens d'une nation vaste centrale africaine avec sa propre identité très distincte. »²⁹ L'authenticité a réintroduit l'Afrique dans la culture et le discours du Congo. Mais l'authenticité était quand même problématique. L'essentiel de la thèse de Mbembe est que l'état postcolonial est, par nature et de façon irrévocable, vraiment *postcolonial*. Une fois que les Européens sont arrivés en Afrique, l'Afrique a été changée ; donc, il n'est pas possible d'effacer les traces du colonialisme ou d'éliminer entièrement son influence. L'héritage et l'histoire des états africains postcoloniaux ne sont pas seulement africains, mais européens aussi. Les aspects de la culture coloniale existent toujours en ces états : dans la langue, dans l'éducation, dans l'économie, dans les relations internationales, et dans les formes de gouvernement. Toute tentative d'améliorer ou de transformer l'Afrique doit être entreprise avec ce fait historique au cœur. Avec l'authenticité, Mobutu a tenté non seulement de changer les aspects de leur histoire sur lesquels on mettait l'accent ; il a essayé de nier catégoriquement les aspects européens. Et à cause de ce but, le projet de l'authenticité ne pouvait être qu'un mensonge.

De plus, l'ironie de « l'authenticité » dont Mobutu parle est que, bien que son but soit d'éliminer totalement toutes les vestiges du colonialisme, sa mise en œuvre a mis l'accent sur des distinctions anhistoriques, qui ont été créées par les colonisateurs eux-mêmes. Par exemple, en 1980, pour célébrer le cinquantenaire de Mobutu, les habitants de Lisala l'ont installé comme le chef des Bangala, en lui donnant le nom Mobutu Moyi, que veut dire, « Mobutu, Roi du Soleil ». ³⁰ Mais l'ethnicité Bangala n'avait pas existé avant le colonialisme, et de plus, l'homme qui a couronné Mobutu n'était pas un personnage historique mais un officiel politique nommé. ³¹ Plus important, le nom « Zaïre » ne venait pas des langues indigènes, mais du portugais : c'était une erreur de prononciation des explorateurs portugais de la quinzième siècle du mot « nzadi », que

²⁹ *Ibid.*, p. 95.

³⁰ Schatzberg, p. 78.

³¹ *Ibid.*

veut dire « fleuve ».³² Même en disant qu'il voulait éliminer chaque trace de la colonisation, Mobutu renvoyait à cette histoire européenne. Aussi légitime que le pouvoir politique de Mobutu, l'histoire à laquelle l'authenticité renvoyait était un mythe.

Les positions politiques de Mobutu sont le dernier exemple de la fluidité de son discours. On se souvient que Mobutu a d'abord pris le pouvoir à cause des tendances politiques de Lumumba au communisme, le voyant comme une menace. Il a déposé et arrêté Lumumba en le déclarant un ennemi du pays. Mais maintenant à Kinshasa il se trouve un monument dédié à Lumumba et construit à la demande de Mobutu lui-même. De plus, Mobutu a éventuellement s'alliait avec la Chine communiste, dont le culte de personnalité de Mao Zedong a beaucoup influencé sa propre politique de Mobutisme. Dans la mesure que je trouve la plus choquante, il a même parlé du philosophe marxiste Frantz Fanon comme un héros que toute l'Afrique a pleuré.³³

Mais le rôle du langage n'était pas seulement important pour Mobutu ; c'était aussi important pour ses critiques. Pour exemple, Wrong décrit comment la politique a mélangé avec le langage du peuple :

Les erreurs étaient attribuées au 'Facteur Z', les délais à 'l'Heure Zaïroise'. La capitale une fois connue comme 'Kin-la-belle' était maintenant 'Kin-la-poubelle', un témoignage aux montagnes des ordures qui accumulaient mais n'étaient jamais enlevées. ... Demandez à quelqu'un comment ça allait et la réponse n'était jamais le 'bien' automatique. 'Au rythme du pays', il dirait, haussant les épaules, ou 'au taux du jour', une référence au déclin persistant de la monnaie nationale.³⁴

Le roman *La Vie et demie* de Sony Labou Tansi démontre aussi le rôle du langage dans l'opposition d'une dictature. L'exemple qui est peut-être le plus frappant est celui du mot « enfer ». Le mot est introduit à la mort d'un personnage qui s'appelle Martial Layisho, petit-fils du plus grand rival du dictateur du pays imaginaire Katamalanasia (basé sur le Congo). Son

³² Wrong, p. 19.

³³ Mobutu Sese Seko, p. 52.

³⁴ Wrong, p. 134-135.

refrain de « L'enfer ! L'enfer ! » est repris par l'opposition de la dictature. Eventuellement, le mot « enfer » ne veut plus dire l'enfer chrétien ; plutôt, ça renvoie au pays, au monde tel qu'il soit. Mais les tentatives du gouvernement d'interdire le mot ne peut pas arrêter l'opposition :

La guerre contre le livre dura neuf ans, neuf mois et onze jours. On brûla toutes les œuvres musicales qui portaient – ou y faisaient allusion – le mot « enfer ». Par la suite, on associa le mot « enfer » au mot « douleur » : on interdit la douleur sur toute l'étendue du pays – on cessa de pleurer les morts, le dentiste interdisait à ses clients de gémir – on brûla les douloureux. Là le choix était parfois difficile, mais les FS [Forces spéciales] savaient se débrouiller. On les appelait maintenant les fesses (fesses était une trouvaille des Gens de Martial). Quand les FS apprirent qu'on les appelait « fesses », la campagne de censure physique s'élargit au mot « fesse », parce que l'envoyé est parfois plus maître que son maître. On supprima le mot « fesse » de toutes les langues katamala, étrangères ou locales. On le remplaça par celui de « la chose-la », ou simplement « la chose ». Ceux qui prononçaient le mot « enfer » ou « douleur » étaient pendus.³⁵

La guerre contre « l'enfer » continue à augmenter, mais grâce à la fluidité du langage, l'opposition ne peut pas être arrêtée. Comme affirme Derrida, il n'y a rien qui est fixe ou stable dans le langage, et donc chaque tentative de censure fait par le gouvernement ne réussit pas. Il n'y a aucune façon de maîtriser le langage.

Achille Mbembe et Jacques Derrida démontrent la fondation de violence de nos gouvernements et notre langage. Si on les croit, il n'y a aucun système qui peut être légitime, et il n'y a rien qu'on peut dire est fixe, solide, ou immuable. Ces idées ont des implications très profondes dans un monde où le système, et des identifications institutionnalisées comme l'ethnicité, la nationalité, ou l'adhésion à son parti politique, sont centrales au discours politique. Le besoin des dictatures – des gouvernements illégitimes – de renforcer constamment et de toute façon leur pouvoir et leur autorité sur le peuple peut donner des exemples fascinants de comment la nature fluide et instable du langage se manifeste dans la vie quotidien, comme elles doivent essayer de s'apparaître légitime et dédiées aux besoins du peuple quand elles sont vraiment et

³⁵ Tansi, Sony Labou. *La Vie et demie*. Paris: Editions du Seuil, 1979, pp. 134-135. En français dans le texte original.

fondamentalement violentes et opposées à ces besoins. Les exemples montrés ici – l'image de Mobutu comme père, le mouvement anticolonialiste de l'authenticité, les positions politiques constamment changeantes – démontrent les contradictions au cœur des dictatures. Au fond, la politique de Mobutu était basée sur le colonialisme, malgré les assertions de Mobutu qu'il visait à l'éradiquer. Son pouvoir, comme celui des colonisateurs, comptait sur un système illégitime fonde dans la violence et soutenu par des paroles ambiguës. Mais paradoxalement, c'est grâce à la fluidité du langage et à l'illégitimité de chaque système que l'opposition des dictatures ne peut pas être arrêtée. Le discours de l'opposition peut transformer aussi vite que celui du dictateur, et donc la vérité ne peut pas être cachée, malgré toutes les tentatives des dictatures de faire exactement ça. L'impossibilité d'un système parfait est un bienfait dans un monde où les gens cherchent toujours d'opprimer et de subjuguer les autres.

Bibliographie

Derrida, Jacques. *De la grammatologie*. Paris: Les Editions de Minuit, 1967.

Elliot, Jeffrey M., and Mervyn M. Dymally. *Voices of Zaire: Rhetoric or Reality*. Washington, DC: The Washington Institute Press, 1990.

French, Howard W. "Mobutu Sese Seko, 66, Longtime Dictator of Zaire." *The New York Times*, September 8, 1997. The New York Times on the Web:
<http://partners.nytimes.com/library/world/090897obit-mobutu.html>.

Mbembe, Achille. "Of Commandement." Chap. 1 dans *On the Postcolony*, 24-65. Berkeley: University of California Press, 2001.

Mobutu, roi du Zaïre. Réalisé par Thierry Michel. 1999.

Mobutu Sese Seko. "The Lion and the Fox." *Voices of Zaire: Rhetoric or Reality*, édité par Jeffrey M. Elliot et Mervyn M. Dymally. Washington, DC: The Washington Institute Press, 1990.

Schatzberg, Michael G. *The Dialectics of Oppression in Zaire*. Bloomington, IL: Indiana University Press, 1988.

Tansi, Sony Labou. *La Vie et demie*. Paris: Editions du Seuil, 1979.

Wrong, Michela. *In the Footsteps of Mr. Kurtz: Living on the Brink of Disaster in Mobutu's Congo*. New York: HarperCollins Publishers, 2001.